

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

F. 2007 — 2361

[C — 2007/22762]

21 AVRIL 2007. — Arrêté royal fixant la procédure d'agrément autorisant les praticiens de l'art infirmier à porter un titre professionnel particulier ou à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions de soins de santé, notamment l'article 35sexies, inséré par la loi du 19 décembre 1990;

Vu l'avis du Conseil National de l'Art Infirmier, donné le 29 novembre 2005;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 août 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget donné le 30 mars 2007;

Vu l'avis 41.903/3 du Conseil d'Etat, donné le 4 janvier 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique;

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « le Ministre » : le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions;

2° « agrément » : un agrément tel que défini à l'article 35quater de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions de soins de santé, s'il est satisfait à tous les critères d'agrément fixés par le Ministre;

3° « la Commission d'agrément » : la Commission d'agrément du Conseil National de l'Art Infirmier;

4° « le Conseil » : le Conseil National de l'Art Infirmier tel que décrit à l'article 21quater, § 2 de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions de soins de santé.

CHAPITRE II. — *La Commission d'agrément du Conseil National de l'Art Infirmier*

Art. 2. § 1^{er}. Il est créé une Commission d'agrément au sein du Conseil National de l'Art Infirmier.

§ 2. La Commission d'agrément est composée comme suit :

1° un président choisi parmi les membres du bureau du Conseil,

2° un vice-président, choisi parmi les membres de la Commission d'agrément et

3° sept autres membres, désigné parmi les membres du Conseil.

Art. 3. Le président, le vice-président et les membres sont nommés au plus tard deux mois après la mise en place du Conseil National de l'Art Infirmier pour une période correspondant au mandat des membres du Conseil.

Art. 4. La Commission d'agrément siège lorsqu'au moins deux membres et le président ou le vice-président sont présents. Elle délibère alors valablement.

Art. 5. La Commission d'agrément prend ses décisions à la majorité simple des voix des membres présents. En cas de parité des voix, celle du président ou du vice-président, en cas d'absence du président, est prépondérante.

Art. 6. La Commission d'agrément doit se réunir au moins quatre fois l'an ou plus souvent, selon les nécessités.

Art. 7. La Commission d'agrément applique le règlement d'ordre intérieur du Conseil National de l'Art Infirmier.

La Commission d'agrément peut, si elle le juge nécessaire, demander à ce que soient introduites, dans le règlement d'ordre intérieur du Conseil national de l'Art Infirmier, des dispositions en ce qui concerne la gestion concrète des dossiers.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

N. 2007 — 2361

[C — 2007/22762]

21 APRIL 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de erkenningsprocedure waarbij beoefenaars van de verpleegkunde ertoe gemachtigd worden een bijzondere beroepstitel te dragen of zich op een bijzondere beroepsbekwaamheid te beroepen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, inzonderheid artikel 35sexies, ingevoegd door de wet van 19 december 1990;

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor Verpleegkunde, gegeven op 29 november 2005;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 augustus 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 30 maart 2007;

Gelet op het advies 41.903/3 van de Raad van State, gegeven op 4 januari 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « de Minister » : de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft;

2° « erkenning » : een erkenning zoals omschreven in artikel 35quater van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, indien is voldaan aan alle erkenningscriteria die door de Minister zijn vastgesteld;

3° « de Erkenningscommissie » : de Erkenningscommissie van de Nationale Raad voor Verpleegkunde;

4° « de Raad » : de Nationale Raad voor Verpleegkunde zoals beschreven in artikel 21quater, § 2 van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen.

HOOFDSTUK II. — *De Erkenningscommissie van de Nationale Raad voor Verpleegkunde*

Art. 2. § 1. Er wordt binnen de Nationale Raad voor Verpleegkunde een Erkenningscommissie opgericht.

§ 2. De Erkenningscommissie is als volgt samengesteld :

1° een voorzitter, die onder de leden van het bureau van de Raad wordt gekozen,

2° een ondervoorzitter, die onder de leden van de Erkenningscommissie wordt gekozen en

3° zeven andere leden, aangeduid tussen de leden van de Raad.

Art. 3. De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden worden uiterlijk twee maanden na de samenstelling van de Nationale Raad voor Verpleegkunde benoemd voor een periode die overeenstemt met het mandaat van de leden van de Raad.

Art. 4. De Erkenningscommissie houdt zitting wanneer ten minste twee leden en de voorzitter of de ondervoorzitter aanwezig zijn. Zij beraadslaagt dan op geldige wijze.

Art. 5. De Erkenningscommissie neemt haar besluiten bij gewone meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. In geval van staking van stemmen is de stem van de voorzitter of die van de ondervoorzitter, bij afwezigheid van de voorzitter, doorslaggevend.

Art. 6. De Erkenningscommissie dient ten minste vier keer per jaar of, naar gelang van de behoeften, vaker te vergaderen.

Art. 7. De Erkenningscommissie past het huishoudelijk reglement van de Nationale Raad voor Verpleegkunde toe.

De Erkenningscommissie kan indien ze dat nodig acht vragen dat in het huishoudelijk reglement van de Nationale Raad voor Verpleegkunde bepalingen ingelast worden met betrekking tot het concrete beheer van de dossiers.

Art. 8. La Commission d'agrément a son siège au SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement à Bruxelles.

Art. 9. Les éventuels frais de séjour et jetons de présence du président, vice-président et membres de la Commission d'agrément ainsi que des experts sont payés, conformément aux dispositions de l'arrêté du Régent du 15 juillet 1946 fixant le montant des jetons de présence et les frais alloués aux membres des commissions permanentes ressortissant au département de la Santé publique et de la Famille.

Les frais de parcours sont remboursés conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Art. 10. Après autorisation du Ministre ou de son délégué, la Commission d'agrément peut charger un ou plusieurs membres ou experts d'établir des rapports ou d'effectuer des enquêtes.

Une indemnité par visite est allouée à la personne chargée par la Commission d'agrément pour effectuer des contrôles ainsi que stipulé à l'article 17. Le Ministre fixe le montant de ces indemnités.

CHAPITRE III. — Procédure d'agrément

Art. 11. Les praticiens de l'art infirmier qui souhaitent obtenir l'agrément leur permettant de porter un titre professionnel particulier ou de se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière sont tenus, dans les conditions mentionnées ci-après, d'introduire leur demande d'agrément auprès du Ministre, au moyen du formulaire dont le modèle est arrêté en annexe.

La demande doit être accompagnée des pièces justificatives établissant qu'il est satisfait aux critères d'agrément fixés par le Ministre pour le titre professionnel particulier ou la qualification professionnelle particulière qu'il désire obtenir.

Art. 12. La demande d'agrément est soumise dans les deux mois par le Ministre, par le biais de l'administration, à l'avis de la Commission d'agrément qui dispose à cet effet d'un délai de trois mois pour rendre son avis.

Pour délivrer l'agrément au praticien de l'art infirmier pour qu'il puisse porter un titre professionnel particulier ou se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière, la procédure suivante doit être suivie :

1. L'administration envoie au demandeur une confirmation de la réception de sa demande d'agrément et du caractère complet de celle-ci.
2. L'administration soumet les dossiers complets à la Commission d'agrément, qui contrôle l'exactitude de la demande et les formations suivies. La Commission d'agrément rend son avis.
3. Une liste nominative des avis positifs et négatifs (motivés) est soumise pour information à l'assemblée plénière du Conseil National de l'Art Infirmier.
4. L'administration rédige une attestation d'agrément, qui sera transmise pour signature au Ministre ou à son délégué, qui a le droit d'en décider autrement, moyennant motivation.
5. L'administration fait parvenir l'attestation signée au demandeur, mentionnant la date à laquelle l'agrément prend cours.
6. En cas de décision négative, une lettre motivée est envoyée par le Ministre ou son délégué à l'intéressé.

Art. 13. L'agrément est accordé par le Ministre pour une durée indéterminée, pour autant que les conditions fixées par le Ministre soient respectées.

CHAPITRE IV. — Procédure d'appel

Art. 14. En cas de refus d'agrément, le demandeur peut introduire dans les deux mois de la décision un recours administratif motivé devant le Ministre qui transmet cette demande au Conseil National de l'Art Infirmier.

Art. 15. Le président du Conseil National de l'Art Infirmier ou son remplaçant ainsi que deux membres du Conseil examinent le dossier. Le président rend la décision lors de la séance plénière suivante pour autant qu'il se soit écoulé au moins deux semaines depuis la réception du dossier.

Art. 8. De Erkenningscommissie heeft haar standplaats bij de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu te Brussel.

Art. 9. De eventuele verblijfskosten en zitpenningen van de voorzitter, de ondervoorzitter, de leden van de Erkenningscommissie en de deskundigen worden betaald in overeenstemming met de bepalingen van het besluit van de Regent van 15 juli 1946 tot bepaling van het bedrag van het presentiegeld en van de kosten uitgekeerd aan de leden van de vaste commissies die van het departement van Volksgezondheid en van het Gezin afhangen.

De reiskosten worden terugbetaald conform het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Art. 10. Na een machtiging terzake van de Minister of van zijn afgevaardigde kan de Erkenningscommissie een of meer leden of deskundigen belasten met het opstellen van verslagen of het verrichten van onderzoeken.

Per bezoek wordt een bezoldiging toegekend aan de persoon die door de Erkenningscommissie belast wordt met het uitvoeren van de controle, zoals bepaald in artikel 17. De Minister bepaalt het bedrag van deze bezoldiging.

HOOFDSTUK III. — Erkenningsprocedure

Art. 11. De beoefenaars van de verpleegkunde die de erkenning wensen te verkrijgen waarbij ze gemachtigd worden een bijzondere beroepstitel te dragen of zich op een bijzondere beroepsbekwaamheid te beroepen, moeten, overeenkomstig de onderstaande bepalingen, hun aanvraag om erkenning bij de Minister indienen, door middel van een formulier waarvan het model wordt vastgesteld in bijlage.

Bij de aanvraag dienen de bewijsstukken te worden gevoegd waaruit blijkt dat voldaan is aan de door de Minister vastgestelde erkenningscriteria voor de bijzondere beroepstitel of de bijzondere beroepsbekwaamheid die hij wenst te verkrijgen.

Art. 12. De Minister heeft twee maanden om, via de administratie, de aanvraag tot erkenning voor te leggen aan de Erkenningscommissie, die over een termijn van drie maanden beschikt om terzake een advies uit te brengen.

Om de erkenning aan de beoefenaar van de verpleegkunde af te leveren zodat hij een bijzondere beroepstitel kan dragen of zich op een bijzondere beroepsbekwaamheid kan beroepen, dient de volgende procedure te worden gevolgd :

1. De administratie stuurt aan de aanvrager een bevestiging dat zijn erkenningsaanvraag ontvangen werd en volledig is.
2. De administratie legt de volledige dossiers voor aan de Erkenningscommissie, die de juistheid van de aanvraag en de gevolgde opleidingen controleert. De Erkenningscommissie geeft haar advies hierover.
3. Ter informatie wordt aan de plenaire vergadering van de Nationale Raad voor Verpleegkunde een naamlijst van de gunstige en ongunstige (gemotiveerde) adviezen voorgelegd.
4. De administratie stelt een attest van erkenning op, dat ter ondertekening wordt voorgelegd aan de Minister of aan zijn gevolmachtigde, die het recht hebben om hiervan af te wijken, mits motivatie.
5. De administratie zendt de aanvrager het ondertekende attest toe, waarbij wordt vermeld op welke datum de erkenning is ingegaan.
6. In geval van ongunstige beslissing wordt een gemotiveerde brief opgestuurd door de Minister of door zijn gevolmachtigde aan de belanghebbende.

Art. 13. De erkenning wordt door de Minister verleend voor onbepaalde duur, voor zover de door de Minister vastgestelde voorwaarden worden nageleefd.

HOOFDSTUK IV. — Beroepsprocedure

Art. 14. In geval van weigering van de erkenning kan de aanvrager binnen de twee maanden na de beslissing een gemotiveerd administratief beroep bij de Minister indienen, die deze aanvraag aan de Nationale Raad voor Verpleegkunde zal doorgeven.

Art. 15. De voorzitter van de Nationale Raad voor Verpleegkunde, of zijn plaatsvervanger, behandelt het dossier met twee andere leden van de Raad. De voorzitter geeft de beslissing door bij de volgende plenaire zitting indien minstens twee weken verstreken zijn sinds de ontvangst van het dossier.

Les personnes qui ont traité le dossier en Commission d'agrément doivent s'abstenir de le discuter et de le voter.

CHAPITRE V. — *Contrôle, sanction
et recouvrement de l'agrément*

Art. 16. § 1^{er}. La Commission d'agrément se réserve le droit de contrôler le bon respect des conditions fixées par le Ministre pour le maintien du titre ou de la qualification concerné. Cette tâche peut être déléguée à l'administration.

§ 2. L'infirmier, qui porte un titre professionnel particulier ou qui se prévaut d'une qualification professionnelle particulière, est informé par écrit du contrôle en cours à son égard.

§ 3. L'infirmier communique à l'équipe de contrôle les documents attestant du respect des conditions fixées par le Ministre pour le maintien du titre professionnel particulier ou de la qualification professionnelle particulière concernés endéans les trente jours à compter de la date d'envoi du courrier dont question au § 2. En cas de circonstances exceptionnelles qui doivent être motivées, la Commission d'agrément peut prolonger ce délai.

§ 4. Le contrôle ne peut porter que sur les 48 mois précédant la date figurant dans le courrier dont question au § 2.

§ 5. La Commission d'agrément ne peut au plus tôt exercer de contrôle que quatre ans après la fin des études donnant accès au titre professionnel particulier ou quatre ans après la formation suivie donnant accès à la qualification professionnelle particulière.

§ 6. La Commission d'agrément fournit annuellement un rapport des contrôles effectués.

Art. 17. En cas de contrôle, lorsqu'il est établi que les conditions fixées par le Ministre pour le maintien du titre professionnel particulier ou de la qualification professionnelle particulière ne sont pas remplies, l'agrément peut être suspendu par le Ministre jusqu'à ce que les conditions soient à nouveau remplies.

Art. 18. Une demande en recouvrement peut être adressée au Ministre, qui est transmise à la Commission d'agrément, en cas de suspension du titre professionnel particulier ou de la qualification professionnelle particulière. L'infirmier envoie à cette fin le formulaire prévu à cet effet par courrier à la Commission d'agrément et l'accompagne des documents attestant qu'il répond aux conditions de maintien et de recouvrement fixées par le Ministre.

La Commission d'agrément a trois mois pour prendre sa décision et communiquer celle-ci à l'intéressé, après réception de la demande par envoi recommandé.

Les dispositions du chapitre 4 relatives à l'appel sont également applicables en cas de refus.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 19. L'arrêté royal du 20 mai 1994 fixant la procédure d'agrément autorisant les praticiens de l'art infirmier à porter un titre professionnel particulier ou à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière est abrogé.

Les personnes qui, en application de l'arrêté royal du 20 mai 1994 fixant la procédure d'agrément autorisant les praticiens de l'art infirmier à porter un titre professionnel particulier ou à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière ont reçu un agrément pour porter un titre professionnel particulier ou pour se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière, peuvent de plein droit le ou la conserver pour autant qu'il soit satisfait aux conditions fixées par le Ministre pour le maintien du titre ou de la qualification.

Art. 20. Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

De personen die dit dossier in de Erkeningscommissie behandeld hebben moeten zich onthouden van de behandeling en van de stemming.

HOOFDSTUK V. — *Controle, sanctie
en opnieuw verkrijgen van de erkenning*

Art. 16. § 1. De Erkeningscommissie behoudt zich het recht voor de naleving van de door de Minister vastgestelde voorwaarden voor het behoud van de betreffende titel of bekwaamheid te controleren. Deze taak kan aan de administratie worden gedelegeerd.

§ 2. De verpleegkundige die drager is van een bijzondere beroepstitel of die zich op een bijzondere beroepsbekwaamheid beroept, wordt schriftelijk van de lopende controle jegens hem op de hoogte gebracht.

§ 3. De verpleegkundige bezorgt het controleteam binnen dertig dagen vanaf de datum waarop het schrijven waarvan sprake in § 2 is verzonden, de documenten waaruit de naleving van de door de Minister vastgestelde voorwaarden voor het behoud van de bijzondere beroepstitel of van de bijzondere beroepsbekwaamheid in kwestie blijkt. In geval van uitzonderlijke gemotiveerde omstandigheden, kan de Erkeningscommissie de termijn verlengen.

§ 4. De controle kan enkel betrekking hebben op de 48 maanden voorafgaande aan de datum die in het schrijven waarvan sprake in § 2 wordt vermeld.

§ 5. De Erkeningscommissie kan deze controle op zijn vroegst uitoefenen vier jaar na het einde van de studie die toegang tot de bijzondere beroepstitel verleent, of vier jaar na het einde van de vorming die toegang gaf tot de bijzondere beroepsbekwaamheid.

§ 6. De Erkeningscommissie brengt jaarlijks een verslag uit omtrent de uitgevoerde controles.

Art. 17. In geval van controle, indien wordt vastgesteld dat de door de Minister vastgestelde voorwaarden voor het behoud van de bijzondere beroepstitel of bijzondere beroepsbekwaamheid niet worden nageleefd, kan de erkenning door de Minister worden geschorst totdat de voorwaarden opnieuw vervuld zijn.

Art. 18. Er kan in geval van schorsing van de bijzondere beroepstitel of van de bijzondere beroepsbekwaamheid tot de Minister een aanvraag worden gericht, die aan de Erkeningscommissie wordt doorgegeven, om de titel of bekwaamheid opnieuw te verkrijgen. De verpleegkundige stuurt hiertoe het hiervoor bedoelde formulier naar de Erkeningscommissie en voegt hier documenten bij waaruit blijkt dat hij aan de door de Minister vastgestelde voorwaarden voldoet om de titel of de bekwaamheid te behouden en opnieuw te verkrijgen.

De Erkeningscommissie heeft na ontvangst van de aanvraag via aangetekend schrijven drie maanden de tijd om een beslissing te nemen en deze aan de betrokkene mee te delen.

De bepalingen van hoofdstuk 4 omtrent het administratief beroep zijn eveneens van toepassing in geval van weigering.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 19. Het koninklijk besluit van 20 mei 1994 tot vaststelling van de erkenningsprocedure waarbij beoefenaars van de verpleegkunde ertoe gemachtigd worden een bijzondere beroepstitel te dragen of zich op een bijzondere beroepsbekwaamheid te beroepen, wordt opgeheven.

De personen die een erkenning gekregen hebben om een bijzondere beroepstitel te dragen of zich op een bijzondere beroepsbekwaamheid te beroepen, bij toepassing van het koninklijk besluit van 20 mei 1994 tot vaststelling van de erkenningsprocedure waarbij beoefenaars van de verpleegkunde ertoe gemachtigd worden een bijzondere beroepstitel te dragen of zich op een bijzondere beroepsbekwaamheid te beroepen, mogen deze behouden voor zover ze aan de voorwaarden voldoen die door de Minister vastgesteld worden voor het behoud van de titel of van de bekwaamheid.

Art. 20. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

ANNEXE



DIRECTION GÉNÉRALE
SOINS DE SANTÉ PRIMAIRES & GESTION DE CRISE
Commission d'agrément du Conseil National de l'Art Infirmier
EUROSTATION II – Place Victor Horta 40, boîte 10 - 1060 Bruxelles
Tél. : 02/524.97.97

**FORMULAIRE DE DEMANDE D'UN TITRE PROFESSIONNEL PARTICULIER
OU D'UNE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE PARTICULIERE
POUR LES PRATICIENS DE L'ART INFIRMIER**

A COMPLETER PAR LE DEMANDEUR (en lettres majuscules s.v.p.)

**JE DEMANDE UN AGRÉMENT POUR LE TITRE PROFESSIONNEL PARTICULIER
SUIVANT :**

.....
(Titre professionnel particulier)

**JE DEMANDE UN AGRÉMENT POUR LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE
PARTICULIERE SUIVANTE :**

.....
(Qualification professionnelle particulière)

1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR							
Nom ¹ :			Prénoms :				
Adresse :				N°:		Boîte :	
Code postal :		Commune:					
Pays :							
Téléphone :				Fax:			
E-mail :							
Sexe :	Homme: <input type="checkbox"/>	Femme: <input type="checkbox"/>	Nationalité :		Langue :		
Pays et lieu de naissance:				Date de naissance:	/ /		
N° Registre national:	-----			N°BIS :	-----		

¹ Utilisez uniquement le nom mentionné sur votre carte d'identité.

ADRESSE POSTALE. (à remplir si celle-ci diffère de l'adresse habituelle.)

Adresse:			N°:		Boîte:	
Code postal:		Commune:				
Pays:						
Téléphone:			Fax:			
E-mail:						

2. FORMATION DE BASE SUIVIE

TYPE	Date du diplôme	N° Visa commission médicale
Infirmier breveté		
Diplôme d'infirmier gradué / Bachelier en soins infirmiers		
Diplôme d'accoucheuse ou de sage-femme / Bachelier - accoucheuse		
Diplôme étranger assimilé et reconnu par les autorités compétentes	Date de(s) reconnaissance et/ou d'équivalence	
Autres (précisez) :		

Joindre les pièces justificatives (copie du diplôme ou du brevet).

NOM DE L'INSTITUTION OÙ VOUS AVEZ SUIVI CETTE FORMATION:

Nom:						
Adresse:			N°:		Boîte:	
Code postal:		Commune:				
Pays:						
Téléphone :			Fax:			

3. FORMATION COMPLEMENTAIRE OU SPECIALISATION**DÉNOMINATION DE LA FORMATION COMPLEMENTAIRE OU SPECIALISATION SUIVIE***Une seule spécialisation par demande*

.....
FORMATION SUIVIE du / / au / /

NOMBRE TOTAL D'HEURES DE LA FORMATION COMPLEMENTAIRE OU SPÉCIALISATION SUIVIE (théorie et pratique):

HEURES :		CREDITS ECTS :	
-----------------	--	-----------------------	--

NOM DE L'INSTITUTION OÙ VOUS AVEZ SUIVI CETTE FORMATION:

Nom:							
Adresse:					N°:		Boîte:	
Code postal:		Commune:						
Pays:								
Téléphone:				Fax:				

Joindre le programme des cours (partie théorique et pratique).

Joindre les pièces justificatives (copie du diplôme ou du brevet).

4. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE DANS LE DOMAINE DES SOINS INFIRMIERS :

INSTITUTION + N° AGREMENT INST.	SERVICE (dans lequel vous avez presté)	PERIODE (début et fin)	Nombres d'heures ETP

Joindre les pièces justificatives (attestation par l'employeur).

Envoyez le présent formulaire et les pièces justificatives au:

**SPF SANTÉ PUBLIQUE, SÉCURITÉ DE LA
CHAÎNE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT**
DIRECTION GENERALE SOINS DE SANTÉ PRIMAIRES ET GESTION DE CRISE
Commission d'agrément du Conseil National de l'Art Infirmier
EUROSTATION II – Place Victor Horta, 40, Bte 10 - 1060 Bruxelles

Date:

Prénom + nom:

Signature:

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 21 april 2007 tot vaststelling van de erkenningsprocedure waarbij beoefenaars van de verpleegkundige ertoe gemachtigd worden een bijzondere beroepstitel te dragen of zich op een bijzondere beroepsbekwaamheid te beroepen.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

R. DEMOTTE